



Info

Nicolas Sarkozy : "l'Europe sera un grand idéal ou ne sera plus"

Lors d'une séance solennelle, le Président français a réitéré l'engagement de son pays en faveur de l'Europe. Tout en affirmant que "le traité simplifié est une victoire de l'Europe politique", il a souligné l'importance de la prise en compte des préoccupations des citoyens européens. Il a ensuite exposé les défis qui restent à relever : crise identitaire européenne, lutte contre le réchauffement climatique, régulation du capitalisme financier et nécessité d'une politique d'immigration commune.

S'adressant à Nicolas Sarkozy en Français, le Président du PE l'a accueilli en déclarant que sa visite était "un très grand honneur" pour le PE, son "allocution étant des plus attendues, comme en témoigne la forte présence des députés". Hans-Gert Pöttering a ensuite souligné que durant la campagne et au lendemain de son élection, le Président français avait rappelé que "la construction européenne était prioritaire".

Poursuivant en Allemand, Hans-Gert Pöttering a évoqué Victor Hugo, qui en 1849, "s'est prononcé en faveur du rassemblement des peuples européens", avant de citer les pères fondateurs français de la Communauté européenne, Robert Schumann et Jean Monnet, et d'honorer la mémoire de Pierre Pflimlin. Mais si ces progrès de l'idée européenne "sont dus à la France", "malheureusement les citoyens français ont rejeté la Constitution", a ajouté le Président du PE, se réjouissant que Nicolas Sarkozy ait affirmé "qu'il ferait tout pour que la France revienne au cœur de la politique européenne". Il a ensuite souligné son engagement et la "concrétisation de cette détermination", aux côtés d'Angela Merkel, avec le succès du traité simplifié. Hans-Gert Pöttering a également rappelé qu'il a été "le premier hôte non français à l'Élysée" après l'élection de Nicolas Sarkozy, y voyant un symbole "de l'importance accordée non seulement à l'Europe, mais au Parlement européen".

Nicolas Sarkozy a d'abord tenu à remercier les députés de l'avoir invité au moment où "après avoir semblé vaciller, l'Europe se ressaisit et repart de l'avant", lui permettant ainsi de "renouveler l'engagement européen de la France" et de dire que le "non" à la Constitution européenne "n'était pas pour le peuple français l'expression d'un refus de l'Europe mais l'expression d'une plus grande exigence à son égard".

Il a ensuite rappelé que la construction européenne était "née d'une souffrance immense", grâce à de "grands Européens qui se sont tendus la main par-dessus les frontières, frontières pour lesquelles tant d'hommes étaient morts". Ainsi, la construction européenne est "une exigence morale, politique et spirituelle".

Partant, "l'Europe, ne peut pas être qu'une machine, une machine administrative, une machine à procédures et à règles (et) elle n'a une chance d'exister pleinement que si pour des millions d'hommes et de femmes elle est vivante, elle parle à leur cœur, elle est l'espoir d'une vie, d'un monde meilleur", a estimé le Président français.

Il a ainsi imputé les "non" français et néerlandais à *"bien davantage qu'au refus d'un texte"*, mais à *"une angoisse et à une déception"* de citoyens *"qui s'étaient mis à désespérer de l'Europe parce qu'ils avaient le sentiment qu'elle ne les protégeait plus, qu'elle était devenue indifférente aux difficultés de leur vie"*. Ces refus ont *"plongé l'Europe dans la crise la plus grave de son histoire"*, obligeant ainsi *"à réfléchir sur les raisons de cette désaffection"*.

De l'importance du débat

Rendant hommage à *"tous qui ont siégé dans les assemblées parlementaires européennes, qui ont été les représentants des citoyens de l'Europe, dans toute leur diversité"*, Nicolas Sarkozy a appelé à ne pas redouter cette diversité, estimant qu'*"on fera mourir l'Europe si on ne se réunit qu'autour d'une pensée unique où celui qui pense différemment est considéré comme un mauvais européen"*.

En conséquence, il a défendu le principe de la discussion, donc de la majorité, face à l'unanimité, *"système qui permet à quelques uns d'imposer leur loi à tous les autres"* et qui oblige à *"s'aligner sur celui qui veut le moins d'Europe"*.

Le Président français a ensuite plaidé pour une Europe avec *"plus de débat, plus de démocratie, et au fond, plus de politique"*, en voulant pour exemple le consensus obtenu sur le nouveau traité par les chefs d'Etat et de gouvernement. Ainsi, *"la politique, c'était de proposer aux Français qui avaient voté "non" de négocier un traité simplifié pour débloquer l'Europe et de faire ratifier ce choix par le Parlement"*, et pour les pays qui avaient déjà ratifié le traité, *"d'accepter de rouvrir les négociations sur un autre projet moins ambitieux"*.

Résoudre la crise politique

Toutefois, Nicolas Sarkozy a averti que *"si le traité simplifié résout la crise institutionnelle, il ne résout pas la crise morale et politique de l'Europe, (...) ne dit pas ce que sera l'Europe de demain, (et) ne donne pas de raisons à ceux qui avaient cessé de croire en l'Europe de reprendre confiance en elle"*. Pour ce faire, il faut *"régler les questions politiques (et) en débattre sans tabou"*.

Ainsi, *"l'Europe a choisi la démocratie, et dans une démocratie nulle indépendance ne peut se confondre avec une irresponsabilité totale (et) nul ne peut se prévaloir de l'indépendance de son statut pour se dispenser d'avoir à rendre des comptes"* a-t-il estimé. Il a ajouté que le débat devait porter *"sur les finalités et les objectifs de l'Europe"*, revenant ainsi sur sa proposition de constituer un comité de sages chargé de définir des voies pour l'avenir.

Une indispensable identité

Un élément central du débat est la question des identités nationales et de l'identité européenne, arguant qu'*"il faut pouvoir discuter de la manière dont l'Europe protège les identités nationales qui sont une richesse de l'Europe"*, d'autant que *"les peuples européens traversent une crise identitaire extrêmement profonde, (...) liée à la globalisation et à la marchandisation du monde"*. Or, si commencer l'Europe par l'économie fut *"un coup de génie des pères fondateurs, (...) la politique a pris trop de retard sur l'économie, et la culture plus encore, et c'est une erreur d'avoir oublié l'Europe de la culture"*.

Le chef de l'Etat français en veut pour exemple que *"dans un monde menacé d'uniformisation, (...) l'Europe ne peut être l'Europe aux yeux de tous les hommes que si elle défend des valeurs spirituelles et des valeurs de civilisation"*. Et au premier rang de ces valeurs se trouvent les droits de l'homme : *"c'est à l'Europe de porter la question des droits de l'homme dans toutes les régions du monde"*, a-t-il plaidé.

L'économie européenne dans le monde

Concernant la situation de l'économie européenne dans le monde, Nicolas Sarkozy a déclaré que *"dans la démocratie européenne que nous voulons construire, le mot protection ne doit pas être banni"*, et qu'il faut *"avoir le courage de débattre de ce que pourrait être une véritable préférence communautaire"*. Il a en effet

considéré que si *"l'Europe ne veut pas du protectionnisme"*, elle doit tout du moins *"réclamer la réciprocité"* vis-à-vis de partenaires mondiaux qui, eux, protègent leurs économies.

De même, si l'Europe a fait le choix de l'économie de marché et du capitalisme, *"ce choix n'implique pas le laissez-faire absolu et la dérive d'un capitalisme financier qui fait la part belle aux spéculateurs et aux rentiers plutôt qu'aux entrepreneurs et aux travailleurs"*. Il a ainsi appelé l'Europe à *"jouer un rôle dans la nécessaire moralisation du capitalisme financier"*.

Quels objectifs pour la Présidence française ?

"Tous ces sujets seront au cœur des priorités de la Présidence française", a annoncé Nicolas Sarkozy, y ajoutant *"la refondation de la politique agricole commune après 2013"*, mais aussi la fiscalité écologique, les économies d'énergie et la défense, *"car comment l'Europe pourrait-elle être indépendante, comment pourrait-elle avoir une influence politique dans le monde, comment pourrait-elle être un facteur de paix et d'équilibre si elle n'était pas capable d'assurer elle-même sa défense ?"*, a-t-il interrogé. Il a également souligné la nécessité d'une plus grande solidarité dans la politique de l'immigration, car *"dans une Europe où la circulation est libre entre les Etats membres, cette politique ne peut être qu'une politique commune"*.

Le Président français a ensuite rappelé les marques de son engagement à *"remettre la France au cœur de la construction européenne"*, en *"renouant le dialogue avec les institutions communautaires"*, en allant s'expliquer devant les Ministres des Finances de la zone euro, en *"portant l'idée du traité simplifié"*, et en effectuant sa première visite à Berlin, *"pour bien montrer l'importance pour l'avenir de l'Europe de l'amitié entre la France et l'Allemagne"*. Il a de plus souligné ses efforts pour *"convaincre l'Angleterre de signer le traité simplifié"*, son engagement dans *"le dialogue avec les pays de l'Est"*, ainsi que sa proposition d'*"Union de la Méditerranée"*.

Evoquant des aspects plus nationaux, il a prévenu qu'il *"mènera les réformes engagées jusqu'au bout"*, affirmant que *"c'est l'intérêt de l'Europe qu'elles réussissent"*, car *"lorsque la France va bien, c'est l'Europe tout entière qui en tire profit"*.

Avant de conclure, il a insisté sur *"la ville de Strasbourg, si chère au cœur des Français, et désormais indissociablement liée dans l'esprit de tous les Européens à votre Assemblée dans laquelle s'incarne la démocratie européenne"*, rendant hommage à Simone Veil, *"première Présidente de la première assemblée parlementaire européenne élue au suffrage universel direct"*.

"Nous n'avons plus de temps à perdre pour faire en sorte que les peuples puissent reprendre confiance dans l'Europe. Nous en avons déjà trop perdu. Vous pouvez compter sur l'engagement sans faille de la France", a conclu le Président français.

A l'issue de l'allocution de Nicolas Sarkozy, Hans-Gert Pöttering l'a remercié *"pour ces paroles sincères et profondément européennes"*, le Président français ayant *"démonstré son engagement ainsi que celui des Français en faveur de l'Europe"*. Evoquant la Présidence française de l'UE du second semestre 2008, le Président du PE s'est dit *"persuadé qu'elle sera marquée de grandes avancées sur la voie d'une Europe de paix et de solidarité"*, et a affirmé que le Parlement *"souhaite coopérer étroitement pour assurer la réussite de cette Présidence dans l'intérêt des citoyennes et des citoyens européens"*.

Contact :

Fabienne Gutmann-Vormus, Nora Chaal et Félix Hénou

E-mail: presse-FR@europarl.europa.eu

BXL: (32-2) 28 40650

STR: (33-3) 881 72649

PORT: (+32) 498 98 33 29

Claudine BIASINI

Diffusion

E-mail: presse-FR@europarl.europa.eu

BXL: (32-2) 28 43359

STR: (33-3) 881 74457